



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Les organisations syndicales de l'Aveyron, CGT Finances Publiques, Union SNUI - Sud Trésor – Solidaires et FO-DGFIP dénoncent les 8 nouvelles suppressions d'emplois imposées en 2012 dans les services de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Aveyron et exigent de :

### ► Stopper immédiatement les suppressions d'emplois

Depuis 2009 ce sont 53 emplois qui ont disparus en Aveyron et la catégorie C, catégorie d'exécution, a perdu plus d'un quart de ses effectifs en 4 ans.

Au plan national, 2.441 emplois sont supprimés en 2012. Au sein de la DGFIP, ce sont 2 départs à la retraite sur 3 qui ne sont pas remplacés.

Près de 25 000 emplois auront été supprimés depuis 2002 au sein des services de la DGFIP.

### ► Renforcer toutes les missions de la DGFIP

Fraude fiscale, secteur public local, accueil... de fait, les besoins augmentent. Les suppressions d'emplois, les fausses « simplifications », les abandons des missions, la réingénierie des processus, le mode de management inspiré du secteur privé, l'accélération des délais, les réformes et restructurations permanentes ou encore la complexité croissante sont autant d'éléments qui viennent dégrader l'exercice des missions. Celles-ci sont essentielles au fonctionnement de l'Etat et de l'action publique, particulièrement dans cette période de crise.

### ► Améliorer rapidement et concrètement les conditions de vie au travail

Dans un contexte de vagues successives de suppressions d'emplois, de hausse de la charge de travail, de raccourcissement des délais, de réformes ou de réorganisations précipitées, de pilotage managérial fondé essentiellement sur les indicateurs, les conditions de vie au travail connaissent une dégradation brutale et inquiétante.

### ► Revaloriser les rémunérations

Gel du point d'indice, menace sur l'action sociale, « contre-réforme » des retraites, taxation des mutuelles, polémique sur le « coût » de la fusion DGI/DGCP, multiplications des plans de rigueur, l'orientation politique gouvernementale est claire : il faut se serrer la ceinture pour soutenir les marchés financiers et cela se fera notamment par une forte pression sur les fonctionnaires. Or, la hausse du coût réel de la vie justifie pleinement une hausse des rémunérations et, parallèlement la

complexité croissante du travail, l'augmentation de la charge de travail justifie la reconnaissance des qualifications.

Les organisations syndicales de l'Aveyron, CGT Finances Publiques, Union SNUI - Sud Trésor – Solidaires et FO DGFIP ont décidé de boycotter le Comité Technique Local convoqué le 13 janvier 2012 pour dénoncer les nouvelles suppressions d'emplois et leurs conséquences sur l'exercice de nos missions et les services rendus aux usagers.

Elles appellent les personnels de la DDFIP à s'inscrire dans la plate forme revendicative nationale des organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT-finances publiques, FO-DGFIP, CFTC finances publiques et UNSA finances publiques et à se mettre en grève massivement le jeudi 2 février 2012.

Rodez, le 13 janvier 2012